



Il a rencontré les chefs de deux partis et le SG de l'UGTA

Le Président Tebboune poursuit ses consultations avec la classe politique

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Eliminatoires de la CAN 2022/Zambie 3-Algérie 3

Les Verts accrochés par... l'arbitre

Page 15

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5334 - Vendredi 26 - Samedi 27 mars 2021 - Prix : 10 DA

Des soldes durant le ramadhan pour «préserver le pouvoir d'achat»

Encore des promesses de Rezig...

Page 3

Après le départ des mercenaires de Libye, le désarmement des milices

Par Mohamed Habili

Les mercenaires syriens ayant effectivement commencé à quitter la Libye, les autres, au service du camp opposé forcément, ne devraient pas trop tarder à faire de même. Autrement, les premiers n'auraient plus qu'à revenir, ce qui, par les temps qui courent, n'est guère concevable. L'une des questions qui a le plus préoccupé l'ONU depuis la conférence de Berlin, en janvier 2020, celle précisément des 20 000 mercenaires sans le départ desquels aucune solution n'est possible, est donc en train de se régler. Dans quelques semaines, peut-être même dans quelques jours, tous les mercenaires seront partis. Mohamed el-Menfi, le président du Conseil présidentiel, structure transitoire qui en compte deux autres membres, peut se considérer dès à présent comme le président de l'Etat, ayant droit à ce titre aux honneurs dus à un chef d'Etat, s'il n'en dispose pas réellement déjà. Il était hier à Ankara, en provenance du Caire, où il avait été reçu par le président égyptien. L'équation libyenne se simplifiant, tout progrès vers sa résolution complète ne passe plus désormais que par le Caire et Ankara.

Suite en page 3

LSA Direct/La santé mentale parmi les dommages collatéraux du coronavirus

Professeur Ghania Gasti : «Nous allons faire face à un tsunami psychiatrique»



PH/D. R.

L'Algérie, à l'instar de toutes les nations du monde, vit une situation inédite qui sera très coûteuse sur tous les plans. Les conséquences sanitaires et économiques de l'épidémie liée au coronavirus sont criantes, et cette crise a également des répercussions psychologiques graves. Plus difficiles à mettre en évidence, mais pas moins importantes, ses conséquences sur la santé mentale des populations inquiètent de plus en plus les professionnels.

Page 2

Séisme

Stupeur et panique à Béjaïa après huit secousses successives

Page 16

Arts plastiques

«Orgue N'Aijer» de Nedjoua Seraa, immersion dans le mystère de la cité perdue du Sefar

Page 7

La santé mentale parmi les dommages collatéraux du coronavirus

Professeure Ghania Gasti : «Nous allons faire face à un tsunami psychiatrique»

■ L'Algérie, à l'instar de toutes les nations du monde, vit une situation inédite qui sera très coûteuse sur tous les plans. Les conséquences sanitaires et économiques de l'épidémie liée au coronavirus sont criantes, et cette crise a également des répercussions psychologiques graves. Plus difficiles à mettre en évidence, mais pas moins importantes, ses conséquences sur la santé mentale des populations inquiètent de plus en plus les professionnels.

Par Meriem Benchaouia

La crise sanitaire ne doit pas faire négliger le côté psychologique de cette épidémie. Il est primordial de savoir qu'en plus des retombées économiques, sociales, le coronavirus ne passera pas sans laisser des séquelles psychologiques et mentales du Covid-19 n'ont pas été suffisamment prises en compte dans notre pays. C'est un cri d'alerte poussé par la professionnelle de la santé mentale qui réclame au gouvernement d'agir urgemment pour éviter ce qu'elle nomme «un tsunami psychiatrique». Stress post-traumatique, dépression, sidération, anxiété, insomnies..., Ghania Gasti a alerté sur la détresse psychologique qu'elle constate chaque jour et interpelle les autorités pour une meilleure prise en charge de celles et ceux qui en ont besoin. Selon elle, les conséquences du coronavirus devraient être l'une des préoccupations majeures de la politique de santé en Algérie, comme partout ailleurs dans le monde. «Actuellement, nous constatons le nombre grandissant de patients souffrant de troubles psychiatriques, cela laisse penser qu'un "tsunami psychiatrique" va déferler sur notre pays. On a actuellement d'énormes pathologies dues au syndrome du stress post-traumatique qui est une pathologie connue lorsqu'on a été confronté à la mort d'une manière subite», a-t-elle expliqué. «Cette vague, pour le moins importante, n'est malheureusement pas prise en considération parce qu'elle va elle-même entraîner beaucoup de complications». «Bien après le déclenchement de cette pandémie, il y a eu quelques mails qui ont été envoyés par des responsables du ministère de la Santé pour d'éventuelles prises en charge de cas nécessitant un accompagnement psychologique par des psychiatres volontaires. Cependant, cela n'a pas fait l'objet d'une véritable organisation, il s'agissait plutôt de volontariat que d'un programme planifié et bien organisé, telle est la raison qui a fait qu'il n'y a pas eu de suite et l'initiative a été étouffée dans l'œuf», a-t-elle regretté, alors qu'il est extrêmement important de bien planifier un plan de prise en charge psychiatrique, a-t-elle insisté. «Sur le plan structurel, nous avons des insuffisances assez graves, c'est-à-dire que la psychiatrie étant le parent pauvre de la médecine, nous n'avons déjà pas beaucoup de moyens

car on considère que ce n'est pas une spécialité importante alors que c'est une erreur fondamentale. La maladie mentale a un impact sur la société d'une manière très importante, ce qui par ricochet a un impact socio-économique qui peut se chiffrer en milliards de dollars», a souligné avec gravité l'invitée. Le ministère de la Santé, a-t-elle poursuivi, «devrait mettre en place un programme d'aide psychologique et cela ne devrait pas concerner que les patients atteints de coronavirus. La famille qui est dans un état de stress ainsi que le personnel soignant qui est lui-même en état de stress permanent, devraient être pris en compte. Il faut absolument planifier un travail à ce niveau qui soit fait d'une manière sérieuse et organisée». Madame Gasti a insisté sur le «traumatisme» vécu par les populations, «le suivi du patient Covid ne devrait pas être uniquement un suivi cardiologique ou encore pulmonaire, il doit être également psychiatrique». Concernant le SAMU Psy qui a vu le jour dans les années 90 afin de venir en aide aux victimes du terrorisme, «une nécessité qui malheureusement à disparu, parce que beaucoup de professionnels de la santé n'ont pas jugé nécessaire de continuer ce projet. Ce qui est dommageable», a-t-elle regretté.

Prégabaline «Saroukh», une drogue qui empoisonne à petit feu nos jeunes

Abordant le problème des addictions, notamment la toxicomanie, la cheffe de service psychiatrique a révélé une augmentation remarquable des cas souffrant de cette pathologie. Pire encore, les jeunes d'aujourd'hui



Ph.E. Soraya/J. A.

se tournent vers les psychotropes. «Actuellement, nous sommes en train de voir que les produits addictogènes sont différents. Nous sommes confrontés à des toxicomanes qui consomment des produits psychotropes et en particulier la Prégabaline. Cette dernière est en train de devenir un phénomène morbide extrêmement dangereux en Algérie. Consommée en très grande quantité, la prégabaline (saroukh, taxi), présente dans l'antiépileptique et anxiolytique Lyrica, provoque des effets euphorisants et une dépendance», a souligné Ghania Gasti, qui tire la sonnette d'alarme. Ce médicament n'est pas classé comme stupéfiant et sa délivrance

nécessite une simple prescription médicale, il a été détourné par les toxicomanes de sa fonction essentielle. «Le plus surprenant est que ce médicament générique, fabriqué en très grandes quantités en Algérie, entraîne d'importants dégâts sur

tous les plans et pourtant il n'est toujours pas classé dans la liste des stupéfiants», dira-t-elle. «Il faut que les pouvoirs publics réagissent rapidement, car nous sommes en train de détruire toute une génération», s'est-elle alarmée. M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 114 nouveaux cas et 3 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit le même nombre qu'hier (3), portant à 3 074 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 114 cas, soit 9 cas de plus par rapport au bilan d'hier (105), pour atteindre, au total, 116 657 cas confirmés. R. N.

Rencontre entre ministère de la Communication et chaînes privées accréditées L'impératif respect de l'éthique journalistique souligné

L'impératif respect du droit public, de l'éthique et de la déontologie journalistique a été souligné jeudi, lors d'une rencontre organisée par le ministère de la Communication, en coordination avec l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) et les chaînes audiovisuelles privées accréditées, sous la supervision du ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer. Tenu au siège du ministère de la Communication en prévision du mois sacré du ramadhan et des prochaines élections législatives, la rencontre intervient pour «réguler l'activité des médias audiovisuels privés de manière à

garantir le respect du droit public, de l'éthique et de la déontologie journalistique», a indiqué un communiqué du ministère de la Communication. Les responsables des chaînes audiovisuelles ont soulevé nombre de préoccupations lors de cette rencontre, couronnée par plusieurs recommandations, notamment la nécessaire préservation des constantes nationales, le caractère sacré du mois de ramadhan, dans le cadre du référent religieux national. Il s'agit aussi de veiller à la préservation de la sécurité publique pour asseoir la sérénité sociale et rejeter toutes les formes de violence consacrant la haine, le régionalisme et

l'extrémisme. L'accent a été mis aussi sur la nécessité de «respecter la vie privée des personnes lors des différentes émissions et programmes de caméras cachées diffusés pendant le mois sacré», la dignité et l'honneur du citoyen devant être placé au-dessus de toute autre considération. Le respect du droit à l'image, de la confidentialité des correspondances, notamment électroniques, et des droits des enfants lors des différentes couvertures médiatiques, ont été mis en exergue lors de cet événement. Autres points évoqués, «l'impérative obtention auprès du ministère de l'Industrie pharmaceutique d'autorisations pour les publicités

de compléments alimentaires», et la nécessité de faire la distinction entre l'information et le commentaire dans les plateaux médiatiques. Il s'agit également de veiller au respect des recommandations récemment émises par l'Arav aux différentes chaînes audiovisuelles publiques et privées concernant notamment le mois de ramadhan, ainsi que «la nécessité d'activer la communication institutionnelle pour accéder à l'information, barrer la route aux rumeurs et fournir un service médiatique qui réponde aux aspirations du citoyen», selon le même communiqué. R. N.

Il a rencontré les chefs de deux partis et le SG de l'UGTA

Le Président Tebboune poursuit ses consultations avec la classe politique

■ Le Président Tebboune poursuit ses concertations avec les chefs des partis politiques et représentants de la société civile. Avant-hier, le président de la République a rencontré les chefs de deux formations politiques, les responsables du Rassemblement pour le nouveau processus et le président de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS), ainsi que le secrétaire général de la Centrale syndicale.

Par Aomar Fekrache

Au terme de l'audience, Moundir Bouden, coordinateur du Rassemblement pour le nouveau processus, a indiqué avoir évoqué avec le président de la République «le renouvellement de la classe politique, la réhabilitation du citoyen algérien, en sus de sujets économiques concernant l'investissement». L'orateur a dit avoir perçu chez le Président «une connaissance parfaite de tous les problèmes dont pâtit le citoyen au fin fond des zones de l'intérieur, et une véritable intention d'intégrer les jeunes dans les affaires publiques dans leur deux volets social et politique, de trouver des voies de sortie de la crise économique que vit l'Algérie et à certains problèmes créés par des parties extérieures». Concernant les prochains rendez-vous électoraux, M. Bouden a indiqué que le président de la République a formé le vœu de voir les jeunes «présents en force», ainsi que l'avènement d'un renouvellement de la classe politique». Pour sa part, Noureddine Bahbouh, président de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS) a indiqué que sa rencontre avec le président de la République avait été une occasion pour «exposer notre



point de vue concernant la situation en Algérie». Bahbouh a souligné l'impératif de «fédérer les efforts de tous les Algériens afin de sortir de la crise multidimensionnelle que nous vivons, et ce, pour rassurer le peuple quant au rétablissement de la confiance entre le citoyen et les institutions de l'Etat».

Le président de l'UFDS n'a pas manqué d'affirmer qu'il demeurera un défenseur des courants visant l'édification de l'Etat algérien tout en redonnant

confiance aux citoyens. Son parti, a-t-il fait savoir, participera aux prochaines échéances dans l'objectif d'édifier un Etat de droit où régnera la confiance absolue entre gouvernants et gouvernés. Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Salim Labatcha, a affirmé, quant à lui, que sa rencontre avec le président de la République avait porté sur «diverses questions concernant le citoyen, dont des dossiers d'ordre socio-économique».

«Nous avons mis l'accent sur la nécessité de créer un environnement adéquat pour la libération des compétences et des initiatives permettant aux opérateurs économiques d'insuffler un nouveau rythme au développement économique national», a-t-il indiqué, ajoutant qu'«en dépit du ralentissement notable de l'économie nationale, du cumul des anciennes politiques, d'une année blanche due à la crise Covid-19, de grands efforts ont été consentis par tout un chacun, ayant permis la préservation des postes d'emploi et les entreprises économiques». «Nous avons toutefois perdu des postes dans certaines entreprises», a-t-il souligné. Aussi, le SG de l'UGTA a déclaré avoir évoqué ce dossier avec le président de la République qui, a-t-il précisé, «a fait part de sa disposition de nous accompagner en vue de créer une solidarité entre les banques et certaines entreprises pour verser les salaires des travailleurs». Par ailleurs, Salim Labatcha a proposé «la révision de la loi relative au départ à la retraite après 30 ans de service», soulignant que «le Président Tebboune nous a rassuré quant à un projet économique sérieux qui préservera les entreprises et postes d'emploi».

A. F.

Des soldes durant le ramadhan pour «préserver le pouvoir d'achat» Encore des promesses de Rezig...

Une semaine avant le début du ramadhan, des marchés de solde seront ouverts dans toutes les communes pour permettre aux citoyens de s'approvisionner en produits alimentaires, vêtements, électroménagers et autres, à des prix accessibles. C'est ce qu'a annoncé le ministre du commerce, Kamel Rezig, en marge d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales. Cette opération vise à préserver le pouvoir d'achat du citoyen et permettre aux commerçants de compenser les pertes enregistrées pendant le confinement sanitaire. La vente aux rabais concernera les produits de large consommation, à forte demande durant le mois sacré, notamment les produits alimentaires, la vaisselle, les vêtements, les chaussures et les appareils électroménagers. Des opérations similaires seront organisées lors de toutes les fêtes religieuses célébrées dans le pays. Pour éviter d'éventuelles hausses de prix durant le mois sacré, le ministère du Commerce a mobilisé 9 000 agents de contrôle, opérant en

brigades mixtes avec les services de la Sûreté, des Douanes et des services agricoles, a précisé Rezig.

Le refus de facturation à l'origine de la hausse des prix de l'huile de table

Le ministre du Commerce a réitéré ses assurances quant à la disponibilité de l'huile de table, rappelant que la spéculation, et le diktat d'un grand producteur, sont à l'origine de cette crise. «L'huile de table sera disponible en grande quantité pendant le mois de ramadhan. Les besoins en consommation sont évalués à 48 000 tonnes, alors que la production de six usines dépasse actuellement les 50 000 tonnes», a-t-il rassuré. Puis de renchérir : «Nous avons des stocks qui peuvent répondre à nos besoins jusqu'au 30 juin 2021 et la matière première destinée à la production d'huile de table dépasse actuellement les 94 000 tonnes». Kamel Rezig a expliqué, en revanche, que «l'Etat peut avoir recours à l'importation, mais il ne

fera pas par souci de protéger la production nationale qui, a-t-il insisté, est largement suffisante». Tout en invitant les citoyens à faire preuve de calme et de modération en évitant de stocker de l'huile chez eux par peur de pénurie, Rezig pointe à nouveau du doigt les commerçants de détail d'être responsables de la tension qui prévaut sur le marché de l'huile.

Sans toutes fois citer directement le Groupe Cevital, le ministre du Commerce a révélé que «l'un des opérateurs de la filière avait sollicité une indemnisation et un soutien pour la première fois, et a été obligé d'appliquer la facturation pour toutes ses transactions, ce qui a amené les commerçants de détail à renoncer à s'approvisionner en ce produit vital, pour éviter ainsi la facture, sachant que le système de facturation existe depuis 1996, et ce n'est pas une chose nouvelle».

Vers la réouverture des postes frontaliers terrestres algériens

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a affirmé que son département «œuvre, en collaboration avec d'autres secteurs, à lever toutes les entraves rencontrées par les opérateurs économiques pour pénétrer les marchés extérieurs, à travers l'ouverture des postes frontaliers terrestres algériens», ajoutant qu'il sera procédé bientôt à l'ouverture des postes frontaliers de Debdeb et Taleb-Larbi, situés respectivement dans les wilayas d'Illizi et Oued Souf.

En 2020, les revenus du commerce de troc avec le Mali et le Niger étaient estimés à 70 milliards de dinars, a-t-il soutenu, ajoutant que l'économie algérienne s'oriente actuellement vers l'ouverture aux marchés extérieurs, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange africaine (Zlecaf).

A cet effet, il a salué la création d'une instance au niveau du ministère des Affaires étrangères, chargée exclusivement de la dynamisation de la diplomatie économique algérienne à travers plusieurs pays du monde.

Louisa Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Après le départ des mercenaires de Libye, le désarmement des milices

Suite de la page une

Ce n'était pas le cas au plus fort de la crise, quand le consentement de bien des capitales, arabes et non arabes, était requis pour faire le moindre pas dans la bonne direction. Personne ne songerait aujourd'hui à aller demander leur avis à Doha et à Abou Dabi, pourtant très actifs dans la crise libyenne quand elle battait son plein. Ces deux-là sont tout juste bons à mettre le feu dans un pays arabe en difficulté, puis à l'entretenir, mais dès que le conflit s'apaise et que l'horizon se dégage, ils disparaissent, ils quittent le pays. S'ils ont un rôle à jouer, c'est dans les phases d'aggravation, non dans celles du dénouement. Ce n'est pas maintenant qu'il vient de renouer avec l'Arabie saoudite et l'Egypte que le Qatar va chercher à imposer ses vues dans la solution à la crise libyenne. Sa vocation est de contribuer à créer les problèmes non à les résoudre. On peut en dire autant des Emirats. On peut mesurer la gravité d'une situation à l'agitation délétère qu'ils y déploient. Il ne viendrait pas à l'esprit d'El Menfi de faire un crochet par Doha ou par Abou Dabi sur le chemin du retour à Tripoli en quittant Ankara. Il serait pourtant prématuré de croire que tous les obstacles sont aplanis devant la réunification de la Libye. Ce n'est pas tout d'obtenir le départ des mercenaires, et de se débarrasser de ces fourriers du désastre que sont le Qatar et les Emirats, il faut encore dissoudre les milices armées, présentes dans bien des villes, et notamment dans Tripoli, qu'elles tiennent depuis maintenant une décennie. Autant il était facile de faire place nette des mercenaires, autant il serait difficile de faire rendre leurs armes à ces milices, qui pensent jouir de la légitimité révolutionnaire. Rigoureusement parlant, on ne peut dire que la crise libyenne se résout tant que leur désarmement ou leur dissolution n'est pas encore acquis. Etrangement, il n'est pas question de cela aujourd'hui. On n'en a qu'après les mercenaires, dont on veut hâter le départ. Mais une fois ceux-là partis, il faut bien s'attaquer à un problème plus dur encore, celui des milices justement. Si les élections programmées pour la fin de l'année ne sont pas tenables en présence des mercenaires, elles ne le sont pas plus à l'ombre des milices.

M. H.

Conférence de presse du chef de sûreté de wilaya à Béjaïa

Constat de criminalité en baisse

■ Dans une conférence de presse qu'il a animée mardi dernier, le chef de sûreté de wilaya, Mohamed Tahar Benazzoug, a présenté le bilan d'activité de la police de l'année 2020, soulignant la baisse de la criminalité.

Par Hocine Cherfa

Il a expliqué cette situation positive par des statistiques et un comparatif des affaires enregistrées en 2019, mettant en avant «l'intensification de la présence de la police dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, l'anticipation dans l'action contre le crime et les délits par la surveillance des lieux privilégiés des dealers, la protection des biens, des personnes et la sensibilisation du public à travers de multiples campagnes et enfin le confinement dû au Covid-19». Il dira : «La police a enregistré en 2020 pas moins de 4 722 affaires de droit commun impliquant 4 332 personnes, dont 3 963 affaires ont été exécutées, soit un taux de 83,92 %». Comparativement à l'année 2019, il a fait observer que «la criminalité a baissé de 364 affaires en 2020, soit de 7,15%, puisque le nombre d'affaires recensées en 2019 était de 5 086». Concernant les délits et crimes d'atteinte aux personnes, 1 717 affaires ont été recensées, dont 1 476 ont été exécutées impliquant 1 887 individus, contre 1 658 affaires et 1 450 per-

sonnes impliquées en 2019, soit une hausse de 3,55 %, un pourcentage minime par rapport aux indicateurs de la criminalité au niveau national, a-t-il souligné. Dans le chapitre des atteintes aux biens, 2 238 affaires ont été recensées en 2020, impliquant 1 240 individus, contre 2 831 affaires et 1 301 personnes impliquées en 2019. Une baisse sensible de 593 affaires, soit 20,94 % du nombre d'affaires. Une situation expliquée, selon le conférencier, par «la stratégie bien étudiée de la sûreté de wilaya qui favorise l'anticipation par sa présence dans les lieux susceptibles de connaître des crimes, le travail de prévention et de dissuasion des auteurs potentiels». S'agissant des homicides, la sûreté de wilaya a enregistré 7 affaires, 7 personnes assassinées et 13 personnes impliquées, lesquelles ont été écrouées. Aussi, 23 affaires de violence à l'encontre du personnel médical ont été enregistrées dans les hôpitaux et structures hospitalières de la wilaya. Y sont impliquées 31 personnes dont certaines ont été enregistrées durant la période de confinement au début du Covid-19. Aussi, 128 affaires de cybernétique impli-

quant 100 personnes, contre 74 affaires en 2019 et 56 personnes impliquées. Une hausse de 54 affaires, soit 72,97 %. S'agissant des abus et phénomènes négatifs, 1 721 affaires ont été traitées en 2019, dont 506 pour vente illégale sur la voie publique, 159 constructions anarchiques et sans autorisation, 506 expositions de trottoirs et espaces publics, constitution de 8 parkings sans autorisation, 506 expositions de marchandises sur les trottoirs et en dehors des commerces. Par ailleurs, du 1^{er} janvier au 15 mars de l'année en cours, la sûreté de wilaya a noté 60 affaires d'atteinte aux biens et à la chose publique, impliquant 64 personnes, 302 affaires d'atteinte aux personnes impliquant 154 individus, 651 affaires d'atteinte aux biens impliquant 178 personnes, 28 affaires d'atteinte aux mœurs, impliquant 17 individus et enfin 21 affaires de cybernétique impliquant 9 personnes. En outre, 244 affaires d'atteinte à l'économie nationale ont été traitées, impliquant 251 personnes.



Les crimes économiques et financiers ont augmenté de 64

affaires, soit 64,86 % en 2020 par rapport à 2019 où seules 148 affaires ont été traitées. H. C.

Education nationale

L'examen professionnel pour certains grades fixé au 24 avril

LE MINISTRE de l'Education nationale a fixé la date du 24 avril prochain pour passer l'examen professionnel d'accès à certains grades dans le secteur, au titre de l'année 2021.

Dans un communiqué rendu public jeudi, le ministère a précisé que cet examen concerne les grades du corps des inspecteurs (inspecteur d'éducation nationale, inspecteur d'enseignement moyen, inspecteur d'enseignement primaire, inspecteur de l'orientation et de la guidance scolaire et professionnelle), outre le grade de conseiller en alimentation scolaire.

A ce propos, le ministère a préparé un calendrier pour le déroulement des épreuves de cet examen professionnel. Il s'agit de trois épreuves programmées pour le grade d'inspecteur, à savoir des épreuves dans «la spécialité, l'ingénierie de formation et les technologies de l'information et de la communication».

Pour le grade de conseiller en alimentation scolaire, deux examens seront organisés, le premier sur la spécialité et le seconde «à caractère administratif ou rédaction administrative».

K. M.

Le ministre de la Poste :

Réduire la densité postale pour fournir un service de qualité

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a mis l'accent, jeudi depuis la wilaya d'Ouled Djellal, sur la nécessité de «réduire la densité postale afin de pouvoir fournir un service de proximité de qualité».

Accompagné du ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid et de Smail Mesbah, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, chargé de la Réforme hospitalière, M.

Boumzar a mis l'accent, lors d'une visite d'inspection d'un bureau de poste à la commune de Sidi Khaled (8 km à l'ouest du chef-lieu de la wilaya), sur «la nécessité de satisfaire les revendications des citoyens dont l'accès à des services postaux de qualité», et ce, «à travers la réduction de la pression sur les bureaux».

Après avoir pris connaissance de la moyenne de densité postale dans ce bureau, estimée

à 19 000, dépassant de loin la moyenne nationale à savoir un bureau pour 9 000 habitants, le premier responsable du secteur a estimé «nécessaire de procéder à la réduction de ces taux dans tout le territoire national». L'opération sera lancée en coordination avec les autorités concernées, en vue d'élargir le réseau des structures postales par la réalisation de nouveaux sièges et l'ouverture de postes budgétaires, notamment à la

wilaya d'Ouled Djellal, a mis en avant le ministre, soulignant, dans ce sens, qu'«il est impossible de fournir des services de qualité avec une densité postale aussi élevée». Lors de sa visite à Ouled Djellal, le ministre a inspecté un bureau de poste au chef-lieu de wilaya avant de superviser l'entrée en service du réseau de fibre optique de la cité 390 logements à la commune de Sidi Khaled.

Amel N.

Enseignement supérieur-Tourisme

Une commission sectorielle permanente de la recherche scientifique installée

Une commission sectorielle permanente dédiée à la recherche scientifique et au développement technologique a été installée, jeudi à Alger, au niveau du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, dans le but de relancer le secteur et promouvoir la destination Algérie «au rang des destinations touristiques d'excellence».

A ce titre, le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi, a souligné l'importance pour tout pays désireux accéder au rang des pays touristiques développés, de soumettre le processus de développement du tourisme à des méthodes scientifiques permettant de valo-

riser, promouvoir et commercialiser son produit touristique.

Pour M. Boughazi, la nouvelle orientation du tourisme dans le monde a induit «l'émergence de centres de recherches très spécialisés dans le domaine et à la création d'écoles supérieures, d'espaces d'échange des idées, de laboratoires d'expérimentation des méthodes de travail et qui servent aussi à encadrer les politiques de développement continu du tourisme». Constituée d'académiciens et d'experts, cette commission sectorielle œuvrera à «mettre en place une conception des modalités de modernisation du système de formation et son adéquation aux nouveaux enjeux, à la création d'espaces de la recherche scien-

tifique et du développement technologique dans le secteur du tourisme».

Le but étant d'aider et d'accompagner les acteurs du tourisme en leur fournissant les études et les recherches nécessaires, en vue d'améliorer la qualité de leurs activités.

Une convention-cadre a été signée, par la même occasion, entre les ministères du Tourisme et de l'Enseignement supérieur, visant à définir un cadre général pour la coordination et la coopération entre les deux départements dans les différents domaines de formation et de recherche intéressant les deux secteurs.

La convention vise, en outre, le développement des capacités

des établissements de formation en tirant profit de l'expérience des universités et des laboratoires de recherche relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. S'agissant de la convention signée entre les deux parties, M. Benziane a affirmé qu'elle permettra l'organisation de stages pédagogiques en matière de formation continue au profit des usagers des deux secteurs, outre la participation à l'organisation de congrès et de conférences scientifiques périodiques, l'échange de partenariat et d'expertises entre les établissements pédagogiques et l'accompagnement de la création de laboratoires et d'équipes scientifiques mixtes. Satisfy T.

Des diplomates algériens en tournée dans plusieurs wilayas

■ Dans le cadre d'un cycle de formation en matière de diplomatie économique, une trentaine de diplomates algériens seront en déplacement dans plusieurs wilayas du pays, du 27 au 30 mars en cours, en vue de prendre connaissance des potentialités de production et d'exportation.



Par Salem K.

Ce groupe de diplomates bénéficiant de ce cycle de perfectionnement qui comporte deux volets, l'un théorique

et l'autre pratique, aura à se déplacer dans différentes régions du pays à la rencontre des opérateurs économiques pour s'informer sur leurs préoccupations et leurs attentes, ainsi que pour prendre connaissance

des potentialités de production et d'exportation.

Dans ce cadre, le premier déplacement est prévu du 27 au 30 mars en cours, dans les wilayas de Béjaïa, Sétif, Bordj Bou-Arréridj, Oran, Tlemcen et

Adrar.

Ce cycle de perfectionnement a pour objectif de renforcer les représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger de diplomates au fait des réalités économiques du pays et mieux outillés dans le domaine du commerce international et de l'export.

Ils auront pour mission d'œuvrer pour accompagner les entreprises algériennes dans leurs activités à l'international, assurer une plus grande promotion des produits et services algériens et leur placement sur les marchés extérieurs, ainsi que pour l'attrait des investissements directs étrangers en Algérie.

A rappeler que dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la Conférence nationale sur la relance économique, organisée à Alger les 19 et 20 août 2020, sous le patronage du président de la

République, Abdelmadjid Tebboune, le ministère des Affaires étrangères (MAE) avait pris une série de mesures visant à renforcer le rôle de l'appareil diplomatique en matière de diplomatie économique.

Parmi ces mesures figurent la réactivation et la création de conseils d'affaires, la création d'un Bureau d'information et de promotion des investissements et des exportations, l'opérationnalisation sur le site web du MAE d'un portail dédié à la diplomatie économique, ainsi que le lancement d'un cycle de perfectionnement, en cours, au bénéfice d'une trentaine de diplomates appelés à occuper les fonctions de chargés des affaires économiques et commerciales auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger.

S. K.

Prix

Le pétrole efface ses gains de la veille et perd 4 %

Le cours du pétrole a perdu environ 4 % jeudi, soumis à un effet de balancier après des gains d'ampleur comparable la veille et alors qu'une poussée de Covid-19 dans le monde fait craindre pour la demande d'or noir.

Le baril américain de WTI coté à New York pour livraison en mai a abandonné 4,28 % ou 2,62 dollars à 58,56 dollars.

A Londres, le baril de Brent pour le même mois s'est replié de 3,81 % ou 2,46 dollars à 61,95 dollars.

«Les cours font du yoyo. Trois dollars de plus un jour, trois dollars de moins le

lendemain», résumait James Williams de WTRG Economics, alors que le marché était perturbé par le deuxième jour de blocage du canal de Suez par un immense porte-conteneur de 220 000 tonnes, l'Ever Given. «Cela ne devrait pas faire bouger le marché à ce point, mais cela n'empêche pas les courtiers de faire de l'argent un jour et de le perdre le lendemain», a poursuivi l'analyste, ajoutant que le blocage de cette route commerciale-clé pouvait «poser des problèmes de livraison de brut pour la Grande-Bretagne et l'Europe».

«Mais si cette livraison de brut a un

retard de trois ou quatre jours, ils peuvent toujours se tourner vers les Etats-Unis pour s'approvisionner», soulignait l'analyste. «L'effet de la perturbation ne durera probablement pas trop longtemps», a aussi jugé Bjornar Tonhaugen de Rystad.

Le canal voit passer, selon les experts, près de 10 % du commerce maritime international.

Pour Melinda Eadson, analyste de Oanda, «la volatilité récente (...) est encore loin de s'éteindre», alors que les cours ont fait le grand huit depuis le début de la semaine. Elle l'explique par «les préoccupations concernant la demande future de pétrole brut».

Surtout, les cas de Covid-19 sont «en forte hausse dans les principales économies en développement comme l'Inde et le Brésil, dont la consommation de pétrole est un facteur clé de soutien des prix», a relevé M^{me} Eadson.

Les deux pays sont après les Etats-Unis les plus endeuillés par le Covid-19. Le Brésil a d'ailleurs franchi mercredi le cap des 300 000 morts du coronavirus, quand l'Inde en déplorait plus de 160 000.

H. N.

Marchés

La Bourse de Tokyo portée par les espoirs de reprise économique

La Bourse de Tokyo démarrait à la hausse hier dans la matinée, portée par la progression de Wall Street la veille et par l'annonce du président américain Joe Biden qu'il souhaite doubler son objectif de vaccinations contre le Covid-19.

L'indice Nikkei gagnait 0,87 % à 28 979,24 points vers 01h10 GMT et l'indice élargi Topix progressait de 0,93 % à 1 973,73 points.

Le marché tokyoïte suivait la tendance haussière de Wall Street, qui a récupéré la veille après deux jours de pertes, tandis que les annonces de Joe Biden sur le front de la lutte contre la pandémie de coronavirus renforçaient les espoirs d'une reprise économique prochaine.

Le nouveau locataire de la Maison-Blanche, dont l'objectif initial de 100 millions de doses de vaccin administrées au cours des 100 premiers jours de son mandat devait être atteint dès le 58^e jour, a annoncé, jeudi, qu'il souhaitait désormais viser les

200 millions de doses d'ici fin avril. Du côté des valeurs, le vent d'optimisme lié aux espoirs de reprises et la baisse du yen face au dollar, favorable aux entreprises exportatrices nipponnes, faisaient progresser les titres des constructeurs automobiles nippons, Toyota gagnant 2,04 % à 8 324 yens, Honda 1,06 % à 3 311 yens et Nissan 2,29 % à 605 yens.

Du côté des devises et du pétrole, le yen reculait face au dollar, à raison d'un dollar pour 109,25 yens vers 01h10 GMT contre 109,19 yens jeudi à 21h00 GMT.

La monnaie japonaise baissait aussi par rapport à l'euro, qui valait 128,72 yens contre 128,45 yens la veille.

L'euro valait 1,1781 dollar contre 1,1764 dollar jeudi.

Le marché du pétrole était en hausse hier matin en Asie, poursuivant son yoyo des derniers jours alors qu'une poussée de Covid-19 dans le monde fait craindre pour la demande d'or

noir. Après 01h00 GMT, le prix du baril de brut américain WTI gagnait 1,3 % à 59,32 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord avançait de 1,16 % à 62,67 dollars.

Wall Street termine en modeste hausse après deux séances de repli

La Bourse de New York, qui avait débuté dans le rouge, a conclu modestement en hausse jeudi, au cours d'une séance volatile après deux jours de pertes.

Selon des résultats définitifs, le Dow Jones, après deux séances de repli, a avancé de 0,62 % à 32 619,48 points. Le Nasdaq, à forte concentration technologique, a grappillé 0,12 % à 12 977,68 points. Le S&P 500 a gagné 0,52 % à 3 909,52 points.

Les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 10 ans se sont un peu tendus à 1,63 % contre 1,60 % la veille, «alors que les

Marchés restent agités en pesant les implications sur les taux, des perspectives de croissance robuste en 2021 aux Etats-Unis», soulignaient les analystes de Schwab.

«Sur le marché des actions, on continue de voir assurément une rotation partant des valeurs technologiques du Nasdaq vers des titres de compagnies relevant plus de l'économie traditionnelle», a noté Boris Schlossberg de BK Asset Management.

Ainsi, Boeing a grimpé de plus de 3 %, United Airlines a pris plus de 4 % ainsi que les croisières Carnival. Les valeurs du Nasdaq «étaient fortement valorisées tant que les taux d'intérêt étaient à zéro, mais plus ceux-ci augmentent, plus cela comprime cette valorisation», a encore expliqué l'analyste de BK, Asset Management.

Les actions bancaires et financières ont tiré parti de ce léger resserrement des rendements obligataires et du dollar fort qui a atteint un plus haut

depuis novembre. Wells Fargo a gagné plus de 3 %, Bank of America plus de 2 %.

Au rang des indicateurs, les inscriptions hebdomadaires au chômage ont baissé plus que prévu la semaine dernière, à 684 000, un niveau qui reste toutefois supérieur au sommet de 655 000 demandes, observé après la crise financière de 2008.

Dans le même temps, le ministère du Commerce a révisé en hausse la croissance des Etats-Unis au 4^e trimestre, qui ressort à 4,3 % au lieu de 4,1 %, selon son estimation finale.

Facebook et Twitter ont perdu respectivement 1,21 % et 1,39 %, alors que leurs dirigeants ont été interrogés en commission parlementaire sur la désinformation.

Nike a lâché 3,39 %, après être devenu jeudi la cible d'une tempête médiatique en Chine, après son boycott du coton du Xinjiang, sur fond d'allégations de «travail forcé» imposé aux Ouïghours.

Lyes G.

Arts plastiques

«Orgue N'Ajjer» de Nedjoua Seraa, immersion dans le mystère de la cité perdue du Sefar

■ L'exposition de peinture «Orgue N'Ajjer», de l'artiste plasticienne Nedjoua Seraa, regroupant plusieurs thématiques sur le grand mystère de la cité perdue du Sefar, a été inaugurée jeudi à Alger, dans un élan de créativité qui invite le visiteur à méditer

l'histoire et le patrimoine de la ville de Djanet.



PH/D.R.

Par Abla Selles

Visible jusqu'au 17 avril à la Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Kouba, l'exposition, résultat d'un travail de «dix années de recherches», présente une cinquantaine de toiles de différents formats, peintes en «acrylique mixte média sur toile» qui traitent, entre autres, du «passage des grandes civilisations», de «sujets mystiques» ou des «mystères de l'humanité».

L'intitulé «Orgue N'Ajjer» a été choisi par l'artiste, en référence au «point d'orgue» en musique, un signe qui se situe au-dessus d'une note musicale pour indiquer au musicien un temps de silence, plus ou moins long et que Nedjoua Seraa a ressenti pour prendre le recul nécessaire à la méditation de son projet qui

allie rationalité et esthétique.

L'exposition restitue au regard des visiteurs dans différentes thématiques, la variété de légendes qui ont construit à travers le temps des récits fabuleux mettant en scène des êtres symbolisant des énergies, des puissances naturelles ou surnaturelles et des aspects de la condition humaine dans la cité somptueuse du Sefar, classée en 1988 «Patrimoine mondial de l'humanité».

Les grottes, les symboles berbères, les gravures rupestres, les lieux, les mythes, les énigmes, les sculptures, l'Homme libre, les légendes ou encore les ancêtres, sont autant de thématiques réparties en une trentaine de grandes toiles au format de 1m20x1m, une dizaine à celui de 60cmx50cm et autant de 30cmx20cm en moyenne.

Une trentaine d'œuvres de

grand format traite des secrets que recèle ce site magique, à l'instar de la toile «Secret enfoui», qui représente l'ensemble des clés qui ouvrent les portes menant aux mystères de l'énigmatique cité du Sefar, ou celle intitulée «Juxtaposition», une œuvre qui rend compte de la présence à une même période de deux existences complètement différentes sur le site de la cité mystique, ce qui laisserait supposer que l'une relèverait du monde des humains, alors que l'autre de celui des Djinns, selon l'artiste.

Traitées entre autres dans des couleurs vives et lumineuses à dominance rougeâtre, les toiles de Nedjoua Seraa, véritables poésies muettes, sont peintes dans un mélange de pigments à des résines synthétiques ou dans une technique picturale fondée sur l'utilisation

de pigments finement broyés et agglutinés avec de l'eau gommée.

Des toiles comme «Danse gauche», représentant une danse qui fait éloigner la tempête, «Tamrit», «Jabbaren», «Hrir», «Issaouane», des noms de lieux, ou encore «Atlantis», évoquent plusieurs légendes ou noms de lieux en lien avec l'existence d'une vie antérieure au Sefar.

«Mirage» ou «Cinquième dimension» sur la présence de forces surnaturelles, «Cœur d'Algérie» et «Homme libre», ou encore «Gueltas» sur des champs de variétés de plantes, sont encore autant de représentations sur la richesse et la magnificence de ce lieu magique du Tassili N'Ajjer, immense plateau situé au sud-est algérien d'une superficie de 72 000 km².

«Sefar» est également une pièce musicale composée par Merouane Ferrah, chargé d'agrémenter le vernissage avec un fond musical hautement apprécié par les visiteurs présents.

Native de Sétif, en 1970, Nedjoua Seraa est également art thérapeute et chercheuse dans la philosophie du monde abstrait.

Licenciée en anglais de l'université Ferhat-Abbes de Sétif en 1993, elle s'est inscrite à l'École de design de Nabeul, en Tunisie, entre 2001 et 2004, où elle s'est perfectionnée et a donné à son savoir faire inné une dimension académique.

Comptant à son actif plusieurs prestations, Nedjoua Seraa a exposé ses œuvres en Algérie et à l'étranger, en Grèce, Egypte, Tunisie, Liban, Jordanie, aux Emirats arabes unis et en Turquie notamment.

Distinguée en Algérie, Nedjoua Seraa a été lauréate de la médaille de la créativité du monde arabe à Dubaï en 2016 et décorée aux Emirats arabes unis en février 2016.

Pionnière du projet bénévole des ateliers d'art thérapie pour enfants cancéreux en Algérie, Nedjoua Seraa souhaite «élargir ces ateliers et les généraliser sur l'ensemble du territoire algérien».

A. S.

Printemps théâtral à Constantine Ouverture aujourd'hui de la neuvième édition

LA 9^E ÉDITION du printemps théâtral de Constantine s'ouvre aujourd'hui au théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani, a-t-on appris, jeudi, auprès du comédien et metteur en scène, Karim Boudechiche.

«Cette manifestation vise la relance des activités théâtrales et artistiques à Constantine et mise en valeur de la ville, pionnière dans ce domaine», a précisé à l'APS M. Boudechiche, également membre du comité culturel de la ville de Constantine, organisme initiateur de cette manifestation.

Cet événement culturel sera par ailleurs dédié au défunt Salim Merabia (1941-2005) et se poursuivra jusqu'au 3 avril prochain avec, au programme, la présentation de plusieurs pièces théâtrales de différents théâtres régionaux et d'autres présentées à proximité du TRC Mohamed-Tahar-Fergani, dans le cadre du théâtre de rue, a-t-il souligné.

Selon M. Boudechiche, la 9^e édition du printemps théâtral de Constantine proposera plusieurs pièces, telles que «Aramel» (Veuves) du théâtre régional de Constantine, dont l'une des héroïnes de cette production, Nedjla Tari, avait obtenu le prix de la meilleure interprétation féminine lors de la 14^e édition du Festival du théâtre national professionnel, tenu du 11 au 21 mars courant.

Il y aura également au programme, la pièce «Skora» du théâtre de Souk Ahras, «Rassif Ennouar Ma Yjaouebch» (Le quoi aux fleurs ne répond plus) du théâtre d'Annaba, «Hour El hourour» du théâtre de Tizi Ouzou, «Baccalauréat» du théâtre de Mostaganem et «Arlequin» du théâtre d'Oran.

Des conférences sur le théâtre algérien seront également animées par des experts dans le domaine, dont le réalisateur Mohamed Tayeb Dehimi et Habib Boukhef, professeur d'arts dramatiques.

Pour rappel, le défunt Salim Merabia avait occupé le poste de directeur du théâtre régional de Constantine entre 1994 et 2003.

D. R.

Forum virtuel des ministres africains de la Culture

L'expérience algérienne présentée

Le deuxième forum virtuel des ministres de la Culture des Etats de l'Union africaine (UA) a été ouvert jeudi pour discuter l'actualité et l'avenir de la culture dans le continent. La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a évoqué dans son allocution les répercussions de la pandémie du coronavirus sur le secteur de la Culture en Algérie et les mesures prises dans ce cadre.

La ministre a relevé «le grand rôle» des nouveaux supports technologiques dans «la généralisation de l'acte culturel», présentant l'expérience de son sec-

teur durant la période de la pandémie dans la diffusion des œuvres artistiques et littéraires et l'organisation de webinaires sur le patrimoine, outre des concours au profit des jeunes. M^{me} Bendouda a précisé que ces programmes et activités virtuels ont permis de «redécouvrir des œuvres peu connues», à l'image de pièces théâtrales, films, livres et autres, ainsi que de «nouveaux talents et de nouvelles idées en ce qui concerne la créativité artistique», en montrant «une grande capacité face à la pandémie». Le forum «est une opportunité pour échanger les expertises

entre les pays africains et s'enquérir de l'état d'application des diverses recommandations relatives au programme d'action de l'UA en rapport avec le développement de la créativité artistique et la situation des artistes en particulier», a déclaré la ministre. Elle a mis en avant «les efforts de son secteur à développer les arts visés, notamment le cinéma et le théâtre», en tant que «l'une des opportunités du développement des expressions culturelles, populaires et patrimoniales en Algérie». En mai 2020, la ministre de la Culture et des Arts avait participé à la première session

de ce forum où les participants ont débattu du plan d'urgence pour soutenir le secteur des Arts, de la Culture et du patrimoine en Afrique, en conformité avec la stratégie continentale de l'UA liée à la pandémie de Covid-19. Il est à noter que la situation de la culture dans le continent africain connaît plusieurs lacunes depuis des années. Il y a aussi la pandémie de Covid-19 qui a aggravé la situation de l'art et des artistes dans ce continent où une politique culturelle claire doit être tracée pour améliorer ce secteur sensible et important.

A. R.



Corée du Nord

Test d'un nouveau «projectile tactique guidé»

■ La Corée du Nord a annoncé, hier, que le tir qu'elle a effectué la veille, et qui lui a valu une mise en garde de Washington, était celui d'un nouveau modèle de «projectile tactique guidé».

Par Mourad M.

Le test, lors duquel deux exemplaires de ce projectile doté d'un moteur à carburant solide ont été lancés avec succès jeudi, a été supervisé par un haut responsable nord-coréen, Ri Pyong Chol, a indiqué, hier, l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA, reçue à Séoul. Ce test est d'une grande importance pour améliorer les capacités militaires du pays et pour dissuader tous types de menaces militaires existant dans la péninsule coréenne», a déclaré cet officiel, selon KCNA.

Les États-Unis, principal allié de la Corée du Sud, ont 28 500 militaires déployés dans ce pays pour le défendre contre son voisin du Nord. Pyongyang dispose de l'arme nucléaire et déclare en

avoir besoin pour dissuader de toute invasion de la Corée du Nord.

Dans une dépêche où elle évite d'utiliser les mots «*missile*» et «*balistique*», KCNA a indiqué que les deux projectiles avaient atteint avec précision leurs cibles situées en mer du Japon – appelée en Corée mer de l'Est – après avoir parcouru 600 kilomètres.

L'état-major interarmes sud-coréen, qui avait le premier rapporté jeudi le test effectué depuis la côte orientale de la Corée du Nord, avait parlé d'une trajectoire de 450 kilomètres. KCNA a précisé que l'engin testé pouvait emporter une charge utile de 2,5 tonnes.

Le quotidien officiel nord-coréen «*Rodong Sinmun*» a publié des photos montrant des officiels en train de se congratuler et d'applaudir après le double

tir.

Jeudi, après avoir été rapporté par l'état-major interarmes sud-coréen sans précision sur la nature des projectiles, le test avait été confirmé par le Premier ministre japonais, Yoshihide Suga, qui avait, lui, déclaré qu'il s'agissait de «*deux missiles balistiques*». «*Cela menace la paix et la sécurité de notre pays et de la région*», avait dit M. Suga.

Plusieurs résolutions interdisent à Pyongyang de poursuivre ses programmes d'armement nucléaire et de missiles balistiques, et la Corée du Nord est sous le coup d'une série de sanctions internationales.

Quelques jours plus tôt, dimanche, la Corée du Nord avait lancé deux missiles de croisière, non balistiques, en direction de l'ouest. Les États-Unis avaient alors minimisé l'importance de ce test, soulignant que ces engins n'étaient pas interdits par les résolutions de l'ONU. Il en va autrement pour les deux projectiles lancés jeudi.

Après le Premier ministre japonais, le président américain Joe Biden a estimé, jeudi, que la résolution 1718 du Conseil de sécurité avait été «*violée par ces missiles qui ont été testés*».

«*Nous consultons nos partenaires et alliés. Et il y aura des réponses si les dirigeants nord-coréens choisissent l'escalade. Nous répondrons en conséquence*», a averti le président des États-Unis. M. Biden s'est dit prêt «*à une certaine forme de diplomatie avec la Corée du Nord, mais soumise à la condition de la dénucléarisation*».

Les Européens ont eux aussi réagi au test nord-coréen. Le ministre britannique chargé de l'Asie, Nigel Adams, a dénoncé une «*violation manifeste*» des résolutions du Conseil de sécurité et a appelé Pyongyang à



«*engager des négociations sérieuses avec les États-Unis*».

L'Allemagne a exhorté la Corée du Nord à «*s'abstenir de mener de nouveaux tests*» et la France lui a demandé de «*s'engager rapidement et de bonne foi dans un processus de démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses programmes d'armes de destruction massive*».

À la demande de Washington, le comité des sanctions de l'ONU doit se réunir cette semaine à huis clos, selon des sources diplomatiques.

Concernant le double tir de jeudi, Vipin Narang, un expert américain du Massachusetts Institute of Technology, a déclaré que l'engin testé semblait être un projectile présenté par la Corée du Nord en janvier dernier lors d'un défilé militaire. Et il a estimé que cet engin avait très probablement une capacité nucléaire.

«*Une charge utile de 2,5*

tonnes règle sans doute la question de savoir si cet engin a une capacité nucléaire. Il l'a», a tweeté cet expert.

Les premiers tirs nord-coréens depuis l'arrivée à la Maison-Blanche de Joe Biden sont intervenus alors que deux hauts responsables de son administration, le secrétaire d'État Antony Blinken et le secrétaire à la Défense Lloyd Austin, effectuaient une tournée dans la région pour coordonner une stratégie face à la Corée du Nord avec les alliés des États-Unis.

La présidence de Donald Trump avait donné lieu dans un premier temps à des échanges d'insultes et de menaces de guerre nucléaire avec le leader nord-coréen Kim Jong Un, puis à une lune de miel diplomatique marquée par les sommets historiques de Singapour et de Hanoï entre les deux dirigeants.

M. M.



Commentaire

Annonce

Par Fouzia Mahmoudi

Si la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de Covid-19 continue à occuper une grande partie de l'espace médiatique en France, l'on commence à évoquer de plus en plus l'élection présidentielle qui se tiendra dans une année. Entre sondages, pronostics et ambitions, le thème de la présidentielle se fait toujours plus prégnant. Et si Xavier Bertrand ne cachait pas ces derniers mois sa tentative de viser l'Élysée, il vient à la surprise générale de se présenter officiellement au scrutin présidentiel de 2022, grillant ainsi la politesse à ses anciens collègues des Républicains qui, eux, sont encore sans candidat officiel. En officialisant mercredi son choix d'être candidat à l'élection présidentielle en 2022, sans participer à une éventuelle primaire, et sans se présenter sous les couleurs du parti qu'il a quitté, le président de la région Hauts-de-France a en effet pris de court ses potentiels rivaux à droite dans la course à l'Élysée. Les partisans d'une primaire ont riposté ce jeudi, tandis que la direction du parti temporise. «*Je ne souhaite plus m'inscrire dans la logique d'un seul parti. Je ne participerai pas à une primaire*», a expliqué Xavier Bertrand, mercredi, en annonçant qu'il brigue l'Élysée. Si l'annonce n'a pas surpris, le moment a étonné. Car l'ancien ministre de la Santé a choisi de confirmer sa candidature en plein regain épidémique, alors que la direction des Républicains a acté en décembre dernier qu'elle attendrait l'automne 2021 pour désigner son champion pour la présidentielle. «*En règle générale, ceux qui ont fait gagner notre famille politique à la présidentielle se déclarent en novembre, et les votes se cristallisent fin février, début mars. Xavier a fait le choix d'annoncer sa candidature plus tôt*», note, impassible, Christian Jacob, patron des Républicains. «*Évidemment, son objectif c'est de mettre la pression sur le parti*», souffle un cadre LR. «*Il rejoue un peu ce qu'avait fait Sarkozy en 2007, en faisant feu de tout bois. Xavier oblige les autres candidats à droite à se positionner par rapport à lui*». Le même jour que l'annonce de Xavier Bertrand, deux autres potentiels rivaux ont affirmé se tenir prêts pour la présidentielle. L'ex-négociateur du Brexit pour l'Union européenne Michel Barnier a déclaré au groupe de presse Ebra qu'il garde «*la force*» de se lancer dans une campagne. Pendant ce temps, Laurent Wauquiez, en campagne pour sa réélection à la tête de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a déclaré au «*Parisien*» qu'il «*ne veut pas être spectateur de l'avenir politique*». Ce jeudi, Bruno Retailleau a aussi réagi et assuré que la primaire de la droite «*aura lieu*», à l'antenne de Sud Radio. Pour départager les candidats de droite, «*il faut bien voter* [...] La démocratie, c'est le vote : il ne faut pas en avoir peur», a lancé le patron des sénateurs LR, candidat à cette primaire. Dimanche, la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, elle aussi ex-LR, s'était prononcée pour «*la primaire la plus ouverte possible*». Sauf que la perspective désormais d'avoir deux candidats de droite, Bertrand et le candidat issu de la primaire LR, risque de mener la droite droit dans le mur, c'est-à-dire à une nouvelle défaite en 2022. Toutefois aujourd'hui, beaucoup attendent les élections régionales de juin prochain pour quantifier la popularité de Bertrand qui est candidat également à sa propre succession à la tête de la région Hauts-de-France. Reste à voir si les électeurs français seront eux réceptifs à la candidature de l'ex-ministre de Nicolas Sarkozy et s'ils le plébisciteront lors des élections régionales pour conforter sa candidature à la présidentielle.

F. M.

États-Unis

Biden se projette en 2024

Joe Biden a annoncé jeudi doubler son objectif de vaccinations contre le Covid-19 pour ses 100 premiers jours, lors de sa première conférence de presse à la Maison-Blanche, et a envisagé d'être candidat à sa succession en 2024. Au moment où les défis s'accumulent, de l'immigration aux armes à feu, le président des États-Unis a défendu le bilan de ses deux premiers mois tout en relativisant l'afflux de migrants.

«*J'ai été élu pour résoudre les problèmes, pas pour créer la division*», a déclaré le septuagénaire démocrate, qui s'est plié pour la première fois à cet exercice formel devant les journalistes. «*J'ai dit d'emblée que les problèmes les plus urgents pour le peuple américain étaient le Covid-19 et la crise économique pour des millions et des millions d'Américains. C'est pour cela que je me suis concentré au début sur ces problèmes particu-*

liers», a-t-il expliqué, en vantant son gigantesque plan de relance de 1 900 milliards de dollars et une campagne de vaccination efficace.

Mais l'essentiel des questions ont porté sur ce que les républicains et une bonne partie des médias décrivent comme une «*crise*» à la frontière avec le Mexique. Et notamment sur le sort des 15 500 mineurs étrangers isolés dont les autorités américaines ont la charge, dont près de 5 000 hébergés dans des locaux qui n'ont pas vocation à accueillir des enfants.

Le 46^e président de l'histoire américaine a d'abord ironisé – «*les gens viennent parce que je suis un mec sympa*» – avant de relativiser l'afflux de migrants.

«*Chaque année, il y a une augmentation importante des arrivées à la frontière l'hiver, parce que les migrants ont moins de chances de mourir de chaleur dans le désert*», a-t-il estimé,

après avoir confié mercredi à sa vice-présidente Kamala Harris la gestion de ce dossier ultrasensible.

Aux républicains qui l'accusent d'avoir encouragé un appel d'air en assouplissant la politique migratoire de son prédécesseur Donald Trump, il a rétorqué sèchement : «*Je ne vais pas m'excuser d'avoir aboli des politiques qui violaient le droit international et la dignité humaine*».

«*La crise à la frontière n'est pas seulement saisonnière*», a répliqué le chef des sénateurs républicains Mitch McConnell, rappelant que, de l'aveu même du gouvernement, la frontière sud était confrontée à un afflux inédit depuis 20 ans.

Donald Trump s'est inscrit en faux par rapport à son successeur. «*Au moment où nous avons terminé ce que nous faisons [à la frontière], très peu de gens venaient parce qu'ils savaient qu'ils n'allait pas passer*».

Libye

Jan Kubis réitère son appel au retrait des mercenaires et forces étrangères

■ L'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye, Jan Kubis, a réitéré, mercredi, son appel au retrait des mercenaires et forces étrangères présents en Libye, faisant observer que la présence de ces derniers «pourrait entraver l'organisation des élections générales à la date prévue».

PH. > D. R.



Par Amine G.

«Le retrait des forces étrangères et des mercenaires doit se faire conformément à l'accord de cessez-le feu signé le 23 octobre de l'année écoulée à travers toute la Libye», a déclaré M. Kubis, lors de son intervention devant le Conseil de sécurité, notant que «le cessez-le feu en vigueur est largement respecté pour l'heure».

Selon l'envoyé onusien, «le retrait des mercenaires et forces étrangères de la Libye contribuera grandement à reconstituer l'unité et la souveraineté du pays et à panser les blessures profondes causées par de nombreuses années de conflits internes, de conflits actifs et d'ingérences étrangères».

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a affirmé, mercredi, dans un rapport remis au Conseil de sécurité, «rester profondément préoccupé par les informations sur une présence persistante d'éléments étrangers dans le centre de la Libye».

«Je réitère mon appel à tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux, à respecter les dispositions de l'accord de cessez-le feu afin d'assurer sa pleine application sans délai. Cela inclut le respect complet et

inconditionnel de l'embargo des Nations unies sur les armes», a insisté le SG de l'ONU.

Antonio Guterres a détaillé, par ailleurs, sa proposition d'un déploiement progressif d'une mission d'observation du cessez-le feu et du départ des mercenaires et troupes étrangères.

«L'équipe d'observateurs devra être équilibrée et inclure des femmes et des jeunes», a-t-il souligné, sans donner plus d'indications sur leur nombre.

Selon l'ONU, quelque 20 000 combattants entre mercenaires et forces étrangères sont déployés en Libye. «10 bases militaires étrangères se trouvaient en décembre 2020 en Libye», avait indiqué récemment l'ancienne représentante spéciale du SG de l'ONU en Libye, Stéphanie Williams.

Le départ des mercenaires et des forces étrangères de la Libye demeure le souhait de toute la communauté internationale. L'ONU, le Conseil de sécurité, l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Union européenne, ont mis en avant la nécessité de faciliter la tâche aux nouvelles autorités dans leurs missions.

La chaîne d'information libyenne 218 TV a affirmé, dimanche, en publiant en exclusivité des détails d'une réunion secrète entre le nouveau gouver-

nement libyen et les services de renseignement turcs, tenue à Tripoli, que «l'évacuation des mercenaires étrangers présents en Libye concernera dans une première phase les éléments issus de la Syrie».

«Le gouvernement intérimaire a informé les autorités turques qu'il n'allait pas renouveler le contrat passé entre l'ancien GNA (gouvernement d'union nationale) de Faiz al-Serraj et les mercenaires syriens et qu'il procédera à leur évacuation vers la Syrie à travers l'espace aérien turc», a ajouté le média.

Selon 218 TV, les forces turques continueront, cependant, de fournir une expertise et de la formation à l'armée libyenne, conformément aux accords sécuritaires et militaire conclus avec l'ex-GNA.

Le journal «Asharq al-Awsat» a affirmé, pour sa part, mardi, que «quelque 120 mercenaires syriens, présents en Libye, ont quitté, dimanche, Tripoli».

«Les mercenaires ont été transportés par avion en Turquie avant leur retour en Syrie», précise la même source, citant des sources à l'aéroport Mitiga, près de la capitale libyenne.

Il s'agit de «membres de la division Sultan Murad», un groupe armé pro-turc opérant en Syrie, qualifié par Damas de terroriste, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le nouveau gouvernement réitère son appel au retrait «immédiat» de l'ensemble des mercenaires

Le nouveau gouvernement libyen a réitéré jeudi son appel au retrait «immédiat» de l'ensemble des mercenaires étrangers présents en Libye.

«Nous réitérons la nécessité du départ de tous les mercenaires de Libye et de façon immédiate», a déclaré le ministre libyenne des Affaires étrangères, Najla al-Mangoush, lors d'une conférence de presse à Tripoli avec ses homologues français,

allemand et italien.

Les chefs de diplomatie français, italien et allemand ont effectué jeudi un déplacement à Tripoli, une dizaine de jours après l'installation d'un nouveau gouvernement unifié chargé de gérer la transition jusqu'à des élections prévues le 24 décembre.

Les autorités libyennes sont confrontées à de nombreux défis dont la préparation des prochaines élections et l'instauration d'une réconciliation nationale.

La Libye tente de sortir d'une décennie de crise depuis la chute en 2011 de l'ancien régime de Muammar Kadhafi, un chaos marqué par l'existence de pouvoirs rivaux et l'implication de puissances étrangères, notamment par le biais de l'envoi de mercenaires.

Le nouvel exécutif unifié est né d'un nouveau processus onusien lancé en novembre à Tunis et mis sur orbite en février à Genève, avant un vote de confiance «historique» du Parlement ce mois.

«Le départ des mercenaires, lié aux interférences étrangères, est essentiel pour que l'Etat libyen affirme sa souveraineté», a dit le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian.

«Nous voulons montrer que nous, les Européens, nous nous tenons unis et déterminés au côté de la Libye», a renchéri son homologue allemand, Heiko Maas.

«C'est un résultat qui, il y a quelques mois encore, semblait inatteignable», s'est aussi félicité le ministre italien des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, qui effectuait son deuxième déplacement en quelques jours à Tripoli.

«En Italie et en Europe, le soutien est inébranlable, avec la conviction qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit», a-t-il insisté.

A propos de la question des mercenaires, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait noté mercredi qu'il restait «profondément préoccupé par les informations sur une présence persistante d'éléments étrangers dans et autour de Syrte et

dans le centre de la Libye», dans un rapport au Conseil de sécurité.

L'ONU a évalué à environ 20 000 le nombre de militaires étrangers et mercenaires encore actifs en Libye.

Mahmoud al-Werfalli, un militaire recherché par la CPI, abattu à Benghazi

Le militaire libyen, Mahmoud al-Werfalli, visé par deux mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), a été abattu de plusieurs balles, mercredi, alors qu'il se trouvait dans sa voiture à Benghazi (Est), ont fait savoir des sources sécuritaires citées par des médias.

Ce membre des forces loyales à Khalifa Haftar a été «abattu avec son cousin, après que des hommes armés non identifiés ont ouvert le feu sur sa voiture (...) dans le centre de Benghazi», ont ajouté les mêmes sources.

«Grièvement blessé, Al-Werfalli et son cousin sont décédés à leur arrivée au Centre médical de Benghazi, situé près du lieu de la fusillade», a-t-on ajouté. Al-Werfalli était accusé par la Cour pénale internationale de «crimes de guerre, torture, traitements cruels, crimes contre l'humanité et d'autres crimes inhumains».

Le militaire de 43 ans était notamment accusé d'avoir «directement commis et ordonné des meurtres en tant que crime de guerre dans le contexte de sept incidents, concernant 33 personnes», de juin 2016 à juillet 2017 dans la région de Benghazi, selon la CPI.

Connu pour ses exécutions sommaires de prisonniers politiques, il aurait en outre «exécuté par balle 10 personnes devant la mosquée Bi'at al-Radwan à Benghazi en janvier 2018», selon la même source.

Al-Werfalli était récemment apparu dans une vidéo, s'en prenant violemment au patron d'une concession automobile à Benghazi, suscitant une vive polémique en Libye.

Covid-19/ Tunisie

783 nouveaux cas confirmés et 26 décès en une journée

Le ministère tunisien de la Santé a annoncé, jeudi soir, avoir recensé 783 nouvelles infections au Covid-19 et 26 décès supplémentaires au cours des dernières 24 heures.

Selon un bilan épidémiologique, la Tunisie totalise à ce jour 248 037 cas confirmés de Covid-19 et 8 663 décès, depuis l'apparition de la pandémie dans le pays, en mars 2020.

Actuellement, 1 068 patients atteints du Covid-19 sont hospitalisés, dont 281

en soins intensifs et 98 sous respiration artificielle.

Lors d'une conférence de presse au siège du gouvernement, Hechmi Louzir, directeur de l'Institut Pasteur et membre du Comité national de lutte contre le Covid-19, a assuré que des doses supplémentaires de vaccin émanant de différents laboratoires mondiaux seraient livrées à la Tunisie, dans la période à venir.

Environ 700 000 personnes sont ins-

crites sur la plateforme électronique «Evax» pour la vaccination. Actuellement, environ 32 000 Tunisiens ont reçu une première dose de vaccin, a confirmé M. Louzir.

«Pour le moment, 30 000 doses du vaccin Spoutnik V, 93 600 du laboratoire de Pfizer en plus d'une grande quantité, sous forme de don, du vaccin de Sinovac, ont été livrées à la Tunisie», a fait savoir le responsable tunisien, ajoutant que trois autres lots du vaccin de Pfizer seraient

remis à la Tunisie, avec 85 410 doses pour chacun.

M. Louzir a indiqué que le premier lot du vaccin de Pfizer devrait arriver le 2 avril, le deuxième le 12 avril, alors que le troisième était prévu pour le 26 avril.

«En plus, le 17 avril, quelque 100 000 doses du vaccin russe, Spoutnik V, seront livrées et un autre lot sera acheminé le 30 avril 2021», a encore révélé le chef de l'Institut Pasteur de Tunis.

R. M.



Ligue II (8^e journée)

L'ASMO prend la tête à l'Ouest, statu quo au Centre et à l'Est

L'ASMO Oran a pris la première place du classement du groupe Ouest de la Ligue 2 de football, en infligeant la première défaite de la saison à l'ancien leader le MCB Oued Sly (2-1), alors que le RC Arbaâ et le WA Boufarik (Centre) ainsi que l'USM Annaba (Est) ont conservé leur avance en tête de leur groupe respectif, à l'issue de la 8^e journée disputée jeudi.

L'ASMO, qui a enchaîné avec un nouveau succès de prestige devant le désormais ancien leader du groupe Ouest, s'est emparée de la première place du classement avec 20 points, soit une unité de plus que le MCB Oued Sly (19 pts).

Cette 8^e journée de Ligue 2 a également été marquée par la victoire en déplacement du CR Témouchent contre le SC Ain Defla (2-0), permettant au CRT (14 pts) de rejoindre le SKAF Khemis à la 3^e place du classement.

Dans le bas de tableau, le CRB Ain Ouessara large vainqueur face à l'OM Arzew (6-1), remonte au 8^e rang en compagnie du MC Saïda, alors que l'OMA reste coincé à la dernière place avec 4 points.

Au Centre, le RC Arbaâ et le WA Boufarik ont conservé leur avance en tête du classement à la faveur de leur succès, respec-

tivement devant l'ES Ben Aknoun (3-1) et l'Amel Boussaâda (1-0).

Les poursuivants directs, le MO Béjaïa et la JSM Béjaïa, tenus en échec par l'USM El Harrach et le RC Kouba sur le même score (0-0), accusent le pas et comptent désormais 4 points de retard sur les co-leaders.

De son côté, l'USM Blida a décroché sa première victoire de la saison, en s'imposant devant le CR Béni Thour (2-0), mais reste scotchée à la dernière place du classement en compagnie de son adversaire du jour avec 5 points. A l'Est, la bataille fait rage en tête du classement, le leader l'USM Annaba (18 pts) enchaîne avec une nouvelle victoire devant NRB Telegma (1-0), tout comme son poursuivant direct l'US Chaouïa (17 pts), vainqueur en déplacement contre la lanterne rouge l'AS Khroub (2-1).

Troisième du classement, le HB Chelghoum Laïd parvient à maintenir le rythme des deux premiers, en allant ramener le point du match nul de son déplacement à Batna face au CAB (1-1).

La 9^e journée de Ligue 2 aura lieu mardi prochain (30 mars). Toutes les rencontres ont été programmées à partir de 14h30.

Eliminatoires de la CAN 2022/Zambie 3-Algérie 3

Les Verts accrochés par... l'arbitre

■ Lors de la cinquième journée des éliminatoires de la CAN 2022 du Cameroun, l'équipe nationale algérienne de football a été accrochée à Lusaka par les Chipolopolo de Zambie sur le score de (3/3). Ce résultat ne change rien à la situation des Verts, déjà qualifiés à la phase finale de la CAN bien avant cette rencontre qui n'était, en quelque sorte, qu'une formalité.



Belaïli et les Verts restent invaincus

Par Mahfoud M.

Toutefois, il est à noter l'arbitrage scandaleux qui a offert deux penaltys aux locaux, leur permettant de prendre un point qui reste insuffisant pour eux dans la course à la qualification à la phase finale. Tout a bien commencé pourtant pour les Verts qui ont réussi à ouvrir la marque par l'intermédiaire du sociétaire du club turc de Fenerbahce, Rachid Ghezal, après une passe millimétrée du Lyonnais Islam Slimani à la 19'. L'EN corsera la mise à la 25', avec cette fois-ci avec un but signé Slimani, après une passe de Ghezal. On pensait que les Verts n'allaient faire qu'une bouchée des Zambiens, mais c'était sans compter sans l'aide précieuse de l'arbitre qui a offert un premier penalty aux locaux que transformera Dakka, réduisant le score. En seconde

période, les Chipolopolo continueront leur pressing, ce qui leur permettra de remettre les pendules à l'heure grâce à Chama qui d'une tête battait le gardien Mbolhi. Les Algériens reviendront dans le match grâce à Slimani qui s'offre un doublé après une passe de Bounedjah qui a profité d'une erreur dans la défense adverse et récupéré une balle pour servir le buteur des Verts. A la 77', encore un autre scandale et une grosse erreur de l'arbitre qui offre un penalty à la Zambie, alors que le joueur zambien s'est appuyé sur Tahart avant de tomber tout seul.

Daka marque et permet à son équipe de s'en sortir avec un nul lors de ce match, alors que les Verts restent invaincus après 23 rencontres consécutives. Ce match est à mettre aux oubliettes surtout avec l'absence de nombreux cadres de l'EN, à l'exemple de Bensebaïni, Mahrez, Helalimia, Attal et autres. Rendez-vous est pris dans quelques jours pour le dernier match des qualifications à la CAN face au Botswana qui se jouera à Blida et où l'EN tentera de terminer par une victoire, pour ensuite préparer les éliminatoires du Mondial qatari. M. M.

Zéro cas covid détecté

La délégation algérienne a passé aujourd'hui un test PCR exigé avant la rencontre et aucun joueur n'a été testé positif. Une rumeur avait annoncé le joueur de l'ES Sahel, Houcine Benayada, positif, une information démentie aussitôt.

FAF

L'AGO fixée pour le 5 avril, l'AGE aura lieu le 15 avril

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) tiendra son Assemblée générale ordinaire le lundi 5 avril, alors que l'Assemblée générale électorale (AGE), a été fixée pour le jeudi

15 avril, à Alger, a annoncé ce jeudi la FAF sur son site officiel. Les dates de ces deux Assemblées ont été arrêtées lors de la réunion statutaire mensuelle du Bureau fédéral de

la FAF, tenue ce jeudi en visio-conférence, et durant laquelle les membres du BF ont validé les bilans moral et financier de l'exercice 2020, indiquant la même source.

Angleterre

Manchester City veut conserver Mahrez ?

LA DIRECTION de Manchester City n'aurait clairement pas l'intention de céder l'international algérien, Riyad Mahrez, durant le prochain mercato d'été, selon les informations de Fabrizio Romano, le célèbre journaliste italien de la Sky.

Enchaînant les bonnes prestations sous le maillot des Skyblues, le capitaine de l'équipe nationale a inscrit 10 buts et offert 6 passes décisives en 38 rencontres, toutes

compétitions confondues.

Faisant partie de l'un des éléments offensifs les plus décisifs de la formation manchesterienne, Riyad Mahrez donnerait entière satisfaction à son coach, Pep Guardiola.

Sous contrat avec Manchester City jusqu'en juin 2023, l'ancien attaquant de Leicester City serait dans le viseur du Real Madrid en prévision du prochain marché des transferts d'après Foot Mercato.

Tunisie

Meziani frappe encore avec son 5^e but

TAYEB MEZIANI continue sur sa lancée avec son cinquième but en quatre matchs avec l'Etoile du Sahel et son quatrième dans les deux derniers matchs.

L'attaquant algérien a inscrit un but et délivré une passe décisive lors de la victoire contre le CA Bizertin (4-0) en championnat tunisien.

Titulaire pour le deuxième match de suite, l'attaquant algérien a ouvert le score juste avant

la mi-temps, avant d'ajouter une passe décisive à la 62^e minute sur le 4^e but pour son coéquipier Aymen Sfaxi.

Bien qu'il ait raté une grande partie de la saison, Tayeb Meziani est le 7^e meilleur buteur en championnat tunisien cette saison avec 5 buts, seulement 2 buts derrière les co-leaders Firas Chaouat (Espérance) et Souleymane Coulibaly (Etoile du Sahel), qui comptent 7 buts chacun.

Boxe

Ichrak Chaïb compose son billet pour Tokyo

LA BOXEUSE algérienne, Ichrak Chaïb, est qualifiée pour les Jeux Olympiques de Tokyo 2021, nous a indiqué, ce jeudi, le président de la Fédération algérienne de boxe, Ferhat Fazil.

Boxant dans la catégorie des

75 kg, l'athlète de 18 ans a validé son ticket pour la capitale japonaise grâce à son classement mondial.

Avec cette nouvelle qualification, le noble art algérien sera représenté par huit pugilistes

lors des JO de Tokyo, prévus du 23 juillet au 8 août

Chaïb devient ainsi la 8^e représentante du noble art algérien à assurer sa place pour les JO de Tokyo après Mohamed Fliissi (52 kg), Younes Nemouchi (75 kg),

Mohamed Houmri (81 kg), Abdelhafid Benchebla (91 kg), Chouaib Boulouinat (+91 kg), Romaiïssa Boualem (51 kg) et Imane Khelif (60 kg). Ces derniers se sont qualifiés au mois de février dernier lors du tournoi

pré-olympique disputé à Dakar (Sénégal).

Avec cette annonce, le nombre des Algériens qualifiés jusqu'à maintenant aux JO 2021 s'élève désormais à 22 athlètes.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Impôt sur le revenu des hydrocarbures

Les modalités de calcul des montants des règlements provisoires mensuels fixées

UN DÉCRET exécutif fixant les modalités de calcul des montants des règlements provisoires mensuels valant acomptes sur l'impôt sur le revenu des hydrocarbures (IRH), a été publié au Journal officiel (JO) n° 21. Datant du 11 mars dernier, le présent décret stipule que le montant du règlement provisoire mensuel valant acompte sur l'impôt sur le revenu des hydro-

carbures (IRH), dû au titre d'un exercice, est déterminé sur la base du revenu des hydrocarbures obtenu à partir de la valeur de la production, calculée au titre d'un mois et des déductions mensuelles. Le décret a notamment stipulé que l'IRH est également déterminé par le taux de l'impôt sur le revenu des hydrocarbures (IRH) applicable.

R. E.

Collision ferroviaire

Au moins 32 morts et 66 blessés à Sohag, dans le sud de l'Égypte

AU MOINS 32 personnes ont été tuées et 66 autres blessées, hier, dans la collision de deux trains de voyageurs à la mi-journée à Sohag, dans le sud de l'Égypte, a indiqué le ministère de la Santé. « Trente-deux citoyens sont morts et 66 autres ont été blessés dans la collision de deux trains à Tahta, dans le gouvernorat de Sohag, à environ 460 kilomètres au sud du Caire », selon un communiqué

du ministère, repris par des médias. Selon une vidéo filmée à proximité des lieux de l'accident et largement diffusée par les médias locaux, plusieurs wagons se sont renversés sur le côté. La ministre de la Santé, Hala Zayed, est en route vers le lieu de l'accident « pour suivre l'état de santé des blessés ». Le parquet a annoncé avoir ouvert une enquête pour élucider les circonstances de l'accident. R. I.

Cyclisme/ Tour de France 2023

La Grande Boucle s'élancera de Bilbao en Espagne

LE GRAND départ du Tour de France 2023 aura lieu à Bilbao au Pays basque espagnol, ont annoncé, hier, les organisateurs de la course avec les autorités locales. Dans son histoire, le Tour s'est élancé une seule fois du Pays basque, en 1992 à Saint-Sébastien (Espagne). En 2023, la Grande Boucle commencera par une étape avec départ et arrivée à Bilbao, la capitale de la province de Biscaye. La deuxième étape ira de la province de Biscaye à la province d'Alava. La course partira ainsi deux fois de suite de l'étranger comme ce fut déjà le cas en 2014 (Yorkshire, Grande-Bretagne) et 2015

(Utrecht, Pays-Bas). Si la prochaine édition s'élance le 26 juin de Bretagne, à partir de Brest, l'épreuve débutera en 2022 à Copenhague, puisque la pandémie de coronavirus a contraint les organisateurs à changer leurs plans et décaler d'un an le départ du Danemark. Bilbao n'a encore jamais accueilli le Tour de France. Mais le Pays basque est lié de longue date à l'histoire de la course, tant par les coureurs qui s'y sont illustrés que par ses supporters qui ont souvent franchi la frontière dans les Pyrénées en déployant l'ikurrina (drapeau basque).

R. S.

Poste et Santé

Signature d'une convention pour doter les hôpitaux d'une connexion à haut débit

LES MINISTRES de la Poste et des Télécommunications, et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, respectivement Brahim Boumzar et Abderrahmane Benbouzid, ont signé, jeudi, à l'Établissement hospitalier « Achour-Ziane » d'Ouled Djellal, une convention pour doter les hôpitaux et les établissements de santé d'une connexion à haut débit. Le ministre de la Poste, Brahim Boumzar, a précisé que le programme tracé pour la coordination entre les départements ministériels comporte la promotion de la coopération entre les deux ministères, notamment à travers cette convention pour

relier les hôpitaux et les centres de santé à Internet de haut débit afin de leur permettre d'accéder à la technologie et contribuer au développement de la santé à distance, notamment le transport des malades et le télédiagnostic. De son côté, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a indiqué que les conventions et la coordination entre les départements ministériels, dans le cadre de l'action et les visites communes, reflètent l'importance de la coopération pour promouvoir les efforts de chaque secteur et répondre aux attentes des citoyens, particulièrement les malades. Younés B.

L'huile de table se vend Au prix fort



Loumis

Djalou@hotmail.com

Séisme

Stupeur et panique à Béjaïa après huit secousses successives

■ Pas moins de huit secousses se sont succédées ces dernières 48 heures à Béjaïa, dont deux d'une amplitude de 4.3 sur l'échelle de Richter.

Par Hamid N.

Survenues jeudi respectivement vers 00 h30 et 03h30, elles ont plongé dans la stupeur et le désarroi une large partie de la population. Dans une ostensible panique, des dizaines de familles ont dû instantanément quitter leur foyer pour rester dans la rue ou s'in-

taller, avec leur véhicule, dans les parkings publics. Vers 01h du matin, l'esplanade du stade de l'Unité Maghrébine était congestionnée. Moins inspirés, d'autres ont préféré le front de mer Leonardo-Fibonnacci, à proximité du port commercial, mais ont vite déchanter. Et pour cause. La première secousse a charrié un mouvement de chute

de pierres, depuis la forêt des Oliviers qui surplombe les lieux et la seconde a accentué le phénomène, ajoutant de la frayeur aux noctambules. Ce n'est qu'au petit matin que chacun a rejoint ses pénates, certes un tantinet apaisés, mais lourdement abasourdi par cette nuit d'épouvante.

H. N./APS

Une délégation interministérielle en déplacement à Béjaïa

La prise en charge des sinistrés du séisme au menu

Une délégation interministérielle composée des ministres de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Tarek Belaribi, de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et des Ressources en eau, Mustapha-Kamel Mihoubi, a fait une nouvelle fois le déplacement jeudi dernier à Béjaïa, afin de vérifier l'application des décisions prises et étudier les moyens existants pour la prise en charge des sinistrés et habitants dont les bâtiments ont été endommagés par le séisme du 18 mars. La délégation s'est rendue au pôle urbain Ighzer Ouzarif en compagnie du wali de Béjaïa. Elle a écourté son séjour en raison de la tension qui prévalait là où elle devait se rendre. Parmi les décisions qui ont été annoncées à l'occasion, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a déclaré que « l'attribution de 5 000 logements sociaux et AADL d'Ighzer Ouzarif, sur les 16 000 réalisés, se fera bientôt, le dédommagement des habitants dont les bâtiments ont subi des dommages sera de l'ordre de 20 à 70 millions de centimes, selon l'importance des dégâts occasionnés par le séisme ». Il a affirmé que « les obstacles rencontrés au niveau du pôle

d'Ighzer Ouzarif pour la réalisation des amenés (VRD), dont la distraction des terrains, les problèmes administratifs, l'absence d'entreprises, ont tous été surmontés grâce à la solidarité interministérielle ». Une réunion interministérielle a, dans ce sens, été tenue mardi et permis de régler les problèmes posés. « Nous sommes venus pour constater sur place l'exécution des décisions prises la semaine dernière et installer les entreprises sur les lieux », a-t-il déclaré devant la presse. Pour sa part, le ministre des Ressources en eau a fait savoir que le raccordement en eau potable du pôle Ighzer Ouzarif a atteint les 85 %. Sur le plan de la voirie, trois bassins de décantation seront réalisés en urgence, en attendant la réalisation d'une station d'épuration (Step) qui va prendre un peu de temps. Il a affirmé que « les enveloppes financières sont déjà mobilisées et les travaux vont commencer afin de permettre de reloger les gens ». Et d'ajouter : « Les entreprises sont installées et ont déjà entamé les travaux ». Pour sa part, le ministre de l'Énergie a affirmé que les problèmes techniques rencontrés, dont des glissements, de terrain, sont en phase d'être réglés et

juste après interviendra l'installation des réseaux d'électricité, alors que le raccordement au gaz naturel va bientôt être fini puisqu'il ne reste que 560m à poser avec la réalisation d'un poste de détente. Le wali a présidé, jeudi après-midi, une réunion de coordination avec les responsables de tous les secteurs, dont ceux du logement et de l'habitat, en présence du président de l'APC de Béjaïa et du chef de daïra. Il s'agissait de préparer, selon un poste de la cellule de communication de la wilaya, l'opération de relogement des sinistrés ainsi que les aides financières qui seront octroyées pour la réhabilitation des constructions endommagées par le séisme. Pour rappel, lors d'une session extraordinaire tenue mercredi dernier, l'APW de Béjaïa avait adopté une série de résolutions en faveur des sinistrés du séisme, recommandant « le classement comme zones sinistrées les localités impactées par le séisme, l'hébergement sans plus tarder des familles sinistrées, la prise en charge du problème récurrent du vieux bâti ainsi que l'éradication de l'habitat précaire et la mise en place d'un plan spécifique d'urgence », entre autres. Hocine Cherfa